



# PARIS 2015

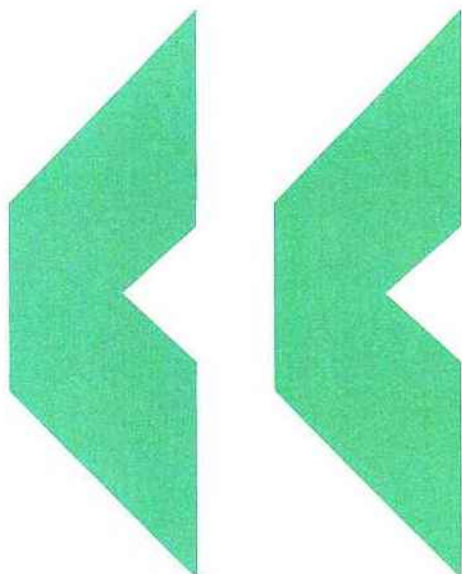
## IL EST TROP TARD POUR ÊTRE PESSIMISTE

Côme Bastin

•

CE NE SERA PAS UNE RÉUNION DE PLUS MAIS LA RÉUNION CRUCIALE. LES 50 000 DÉLÉGUÉS DE 195 PAYS QUI SERONT AU BOURGET DU 30 NOVEMBRE AU 11 DÉCEMBRE PROCHAINS DEVRONT EN EFFET PARVENIR À UN ACCORD SUR LE CLIMAT. AFIN QUE LE MONDE SE DONNE ENFIN LES MOYENS DE CONTENIR LA HAUSSE DU RÉCHAUFFEMENT SOUS LA BARRE DES DEUX DEGRÉS. AU-DELÀ DE CETTE LIMITE...

•



*La plus grande réunion diplomatique jamais organisée en France.* » C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius décrit la COP21. Lun des plus grands rendez-vous de l'humanité avec elle-même, pourrait-on ajouter. Du 30 novembre au 11 décembre 2015, Paris accueillera la 21<sup>e</sup> conférence mondiale sur le climat. Durant ces douze jours, 195 pays devront décider d'un accord contraignant sur le climat permettant de contenir la hausse de la température globale sous la barre des deux degrés. L'enjeu ? Rien de moins que l'avenir de notre espèce et le maintien des écosystèmes terrestres.

Publié en novembre 2014, le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est sans ambiguïté. Faute d'un tel sursaut, le dérèglement climatique aura des conséquences « graves, généralisées et irréversibles pour l'être humain et les écosystèmes » : des centaines de millions de réfugiés, une baisse des rendements agricoles provoquant des famines, des phénomènes météorologiques extrêmes et imprévisibles, avec les bouleversements géopolitiques et les milliards d'euros de pertes. Mais nul besoin d'anticiper l'avenir pour prendre la mesure du problème. Déjà, aux États-Unis, la Californie fait face à la plus grave sécheresse depuis mille deux cents ans. Dans le Pacifique, l'archipel des



**« ON NE SORTIRA PAS DE LA SOCIÉTÉ  
ACTUELLE SANS DONNER ENVIE DE VIVRE  
UNE NOUVELLE ÉPOQUE. »**

GILLES BERHAULT

Kiribati a déjà acheté des terres refuges aux îles Fidji en prévision de la montée des eaux. Et chez nous, l'année 2014 a été la plus chaude jamais enregistrée depuis 1900, date des premiers relevés en France.

#### ENGAGEMENTS NATIONAUX

Face au compte à rebours, les États doivent prendre leurs responsabilités. Décevant aux yeux de nombreux observateurs – car non contraignant –, l'accord arraché à Lima en décembre (COP20) leur impose néanmoins de chiffrer, d'ici au 31 mai, leurs contributions en matière de réduction des gaz à effet de serre, d'adaptation au changement climatique et de financement de la transition énergétique. Ces engagements nationaux seront à la base de l'élaboration de l'accord mondial attendu à Paris.

L'année 2014 a vu s'engager une dynamique. À New York, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Ban Ki-moon, a mobilisé 120 chefs d'État, les exhortant à « faire preuve de leadership et à écrire l'histoire » lors de la COP21. Mais surtout, la Chine et les États-Unis, deux gros pollueurs mondiaux, se sont engagés pour la première fois sur des objectifs chiffrés de diminution de leurs émissions de gaz à effet de serre. De son côté, l'Union européenne s'est engagée sur une réduction de 40 % d'ici à 2030. Beaucoup restent cependant à convaincre. L'Australie s'acharne à défendre les modèles du *xx<sup>e</sup>* siècle et son droit à polluer. Traversant des situations économiques difficiles, le Brésil et la Russie, par ailleurs importants producteurs de pétrole, traînent aussi des pieds. Et, ivre de croissance, l'Inde peine à admettre que son développement ne pourra se faire au détriment de l'environnement.

« Pour s'entendre, les États devront dépasser le clivage Nord-Sud, qui mine les négociations », explique Jean-Baptiste Poncelet, coordinateur COP21 pour l'ONG France Nature Environnement. Et s'entendre sur « la notion de responsabilité "commune mais

différenciée", qui pose que les États du Nord ont plus contribué au réchauffement depuis la première révolution industrielle et qu'ils doivent donc participer davantage à la lutte contre le changement climatique. » La création d'un fonds vert de 100 milliards de dollars alimenté par les pays développés et destiné à financer la transition écologique des pays en développement a certes été décidée lors de la COP15 de Copenhague, en 2009. Mais seuls 9,3 milliards ont été réunis. À titre de comparaison, quelque 600 milliards s'envolent chaque année dans les subventions aux énergies fossiles...

#### « MARCHÉ POUR LE CLIMAT »

Il serait donc naïf de s'en remettre à la seule bonne volonté des États pour que la COP21 soit un succès. « Le vrai acteur des négociations sera la société civile, affirme Gilles Berhault, président de **Comité 21**, réseau d'acteurs engagés dans la mise en œuvre du développement durable. On a vu en 2014 les opinions publiques se mobiliser au-delà des cercles militants, avec des actions comme la marche pour le climat d'Avaaaz, qui a réuni près de 600 000 personnes à travers le monde. On ne sortira pas de la société actuelle sans donner envie de vivre une nouvelle époque. » Pour cela, Gilles Berhault a lancé Solutions COP21, une plateforme web et une grande exposition qui aura lieu durant la conférence, destinées à valoriser les solutions en faveur du climat dans les domaines de l'énergie, de la mobilité, du bâtiment et de l'alimentation.





Car à l'approche de l'événement, de nombreux projets émergent en France pour montrer que la transition écologique est non seulement nécessaire mais aussi possible. Et surtout désirable. Ils sont portés par de simples citoyens, des entrepreneurs, des chercheurs, des associations et des collectivités territoriales. Dans les Yvelines, le château de Millemont accueillera en août POC21, un « village modèle » de la transition énergétique, construit pour l'occasion à base de procédés open source par la communauté OuiShare. Avec le collectif Art of Change 21, la pionnière du développement durable Alice Audouin entend mobiliser artistes, entrepreneurs et jeunes écologistes pour imaginer une action choc mobilisatrice à l'occasion de la conférence. La journaliste Anne-Sophie Novel, quant à elle, porte le

projet Place to B, espace parisien dédié aux journalistes. Avec pour objectif la production d'une information différente, positive et mobilisatrice à l'approche des négociations. La liste des initiatives est longue et promet encore de s'allonger.

#### EMPLOIS ET BUDGETS

Pays hôte, la France se doit d'être exemplaire politiquement. Fin 2014, François Hollande verdit sa présidence, avec un discours offensif lors de la conférence environnementale de novembre et des annonces d'emplois et de budgets dédiés à l'écologie. Ce virage n'est probablement pas sans lien avec l'imminence de la COP21, voire de l'élection présidentielle de 2017 – une conférence réussie serait le plus court chemin vers une réconciliation avec les anciens alliés écologistes. Il est néanmoins réel, bien que demandant à être inscrit dans la durée. « Comment comprendre que quatre ministres de l'Écologie se soient déjà succédé à mi-mandat présidentiel ? Comment les autres États vont-ils interpréter le renoncement à l'écotaxe, pourtant mise en place sans encombre dans bon nombre d'autres pays développés ? » regrette Nicolas Imbert, président exécutif de l'ONG Green Cross France et Territoires.

De retour de Lima, le ministre des Affaires étrangères confie : « Ceux qui nous ont félicités d'accueillir la 21<sup>e</sup> conférence climat ont souvent ajouté à voix basse "Good luck" ("Bonne chance"). » La tâche sera évidemment rude. Sur le plan logistique, près de 50 000 acteurs et délégués internationaux devront être accueillis dans la « zone bleue » sur le site du Bourget, au nord de Paris. Pour décrocher un accord comportant des engagements chiffrés et audacieux sur les gaz à effet de serre et une capitalisation suffisante du fonds vert, il faudra faire dialoguer non pas 195 États mais des milliers de parties prenantes : entreprises, énergéticiens, industriels, banques, collectivités locales, ONG, syndicats. C'est le sens des négociations qui se tiendront au « village », toujours au Bourget, dédié à la société civile et accessible à tous.

Chacun sera donc acteur de ce rendez-vous historique. À commencer par *We Demain*, qui y consacrera un dossier dans chaque numéro jusqu'à l'événement. Au programme, l'analyse des enjeux de la COP, mais aussi et surtout la valorisation de tous ceux qui, dans le monde, inventent de nouvelles solutions au danger climatique. Parce que le catastrophisme a aussi ses limites. « Il est trop tard pour être pessimiste, juge Nicolas Imbert. On sait depuis le rapport Stern que le bénéfice de l'action est supérieur au coût de l'inaction. » Laurent Fabius en convient : « Il n'y a pas de plan B, car il n'y a pas de planète B. » Alors, on passe à l'acte ? ◉

**« LES ÉTATS DEVRONT DÉPASSER LE CLIVAGE NORD-SUD, QUI MINE LES NÉGOCIATIONS. »**

JEAN-BAPTISTE PONCELET

